

à toute la conférence. Je n'ai donc pas entendu tout ce qu'il a dit, mais ses remarques, dit-on, ont été négatives. Mais il est fort inexact de prétendre que si des flots de paroles ont été prononcés, rien n'a été accompli, car il y avait un fond très sérieux dans ce qui a été dit, comme je l'ai signalé dans le discours que j'ai fait à ce moment-là. Par exemple, aucune région du monde n'a reçu plus d'aide par habitant grâce au programme d'aide du Canada que la région des Caraïbes. Les pays de cette région cherchent à commercer et à se développer.

Depuis la conférence, et même avant, j'ai eu de nombreux entretiens avec les ministres compétents et les représentants des gouvernements de la région. J'ai passé beaucoup de temps avec l'honorable Robert Lightbourne, aujourd'hui, à Halifax. En particulier, j'ai passé plusieurs heures en compagnie du haut commissaire de la Jamaïque. C'est simplement un exemple de la collaboration étroite qui règne entre les deux pays.

Je partage l'ardent espoir du député que la conférence de juillet étoffera ce qui n'est à ses yeux qu'une simple charpente. Le gouvernement, par ma détermination personnelle, est résolu à faire quelque chose, en temps voulu, dans notre intérêt réciproque. Nous jetons actuellement les fondements requis.

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—L'AIDE À L'ES- SOR DÉMOGRAPHIQUE DES PAYS ÉMERGENTS

**Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway):** Monsieur l'Orateur, si je pose cette question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, c'est à cause de la déclaration du 26 mai de M. H. O. Moran, directeur général du programme canadien d'aide extérieure, selon laquelle l'essor démographique est le problème le plus sérieux des pays émergents.

Nous savons depuis longtemps que l'explosion démographique devient de plus en plus sérieuse. Voici ce que je trouve dans la livraison de février 1966 de la revue *Canadian Hunger Foundation*:

On estime que la population du globe est actuellement de quelque 3,4 milliards et que la moitié au moins souffre d'alimentation insuffisante ou défectueuse. Si la population mondiale continue d'augmenter au même rythme, elle atteindra en l'an 2000, les 6 milliards de personnes—et au dire de certaines autorités, 7 milliards. Cela se produira pendant la vie active de nos jeunes étudiants du niveau secondaire.

La Commission des Églises pour les affaires internationales a signalé à Genève, l'an passé, un autre facteur important dont s'accompagne

le problème et qui accroît la gravité de la situation; c'est le retard de l'expansion agricole et les mauvaises récoltes qui s'ensuivent. Selon les données de la FAO pour la période de 1960 à 1964, le taux de production d'aliments par personne en Asie et en Afrique n'a à peu près pas changé et la situation s'aggrave en Amérique latine.

D'ailleurs, lors d'une réunion où M. Moran, revenu de l'Inde, a prononcé un discours, un député a dit qu'on ne saurait raisonnablement prévoir une fin à la famine dans certains pays à moins que le taux d'accroissement de la population ne diminue.

L'autre jour, j'ai posé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question sur la politique canadienne en matière d'aide aux pays sous-développés sous forme de planification démographique et de contrôle des naissances. A mon sens, le gouvernement canadien en arrive, quoique lentement, à appuyer les politiques des Nations Unies visant à régler les problèmes démographiques du monde. Avant 1962 et en 1962, le Canada n'a pas voté à l'Assemblée générale des Nations Unies sur des questions ayant trait au contrôle des naissances et à la planification démographique. Lors d'une réunion du Conseil économique et social à Genève, en juillet 1965, le Canada a appuyé une résolution autorisant l'ONU et ses organismes spécialisés à accroître leur activité en ce qui a trait au contrôle des naissances.

Notons en passant que, prenant la parole à Rome lors d'une réunion de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'année dernière, le ministre des Forêts (M. Sauvé) semblait très impressionné par le danger de cette situation lorsqu'il a déclaré que nous étions en train de perdre la bataille de la faim.

A mon avis, il est grand temps que le gouvernement canadien fasse connaître exactement sa position à cet égard. Je crois que notre manière de voir marque un progrès. Il y a deux ou trois ans, nous manifestions une véritable répugnance pour les mesures destinées à freiner l'expansion de la population. Mais aujourd'hui, dans notre propre pays, ceux d'entre nous qui font partie du comité de la santé et du bien-être social ont pu constater qu'on semble d'avis qu'il s'agit d'un cas de conscience, et nous devrions pouvoir fournir des renseignements et des contraceptifs pour aider à la planification des familles lorsqu'un pays demande de l'aide, quand ces méthodes ne sont pas interdites par les croyances religieuses ou autres et qu'elles ne sont en aucune manière obligatoires.